



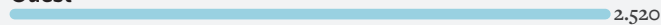
PNEF
*Plan National
d'Éducation
Financière*

Haïti
2020 - 2025

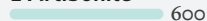
Cartographie de l'Inclusion Financière en Haïti

Nombre de points d'accès par Département

Ouest



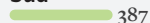
L'Artibonite



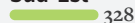
Nord



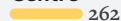
Sud



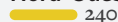
Sud-Est



Centre



Nord-Ouest



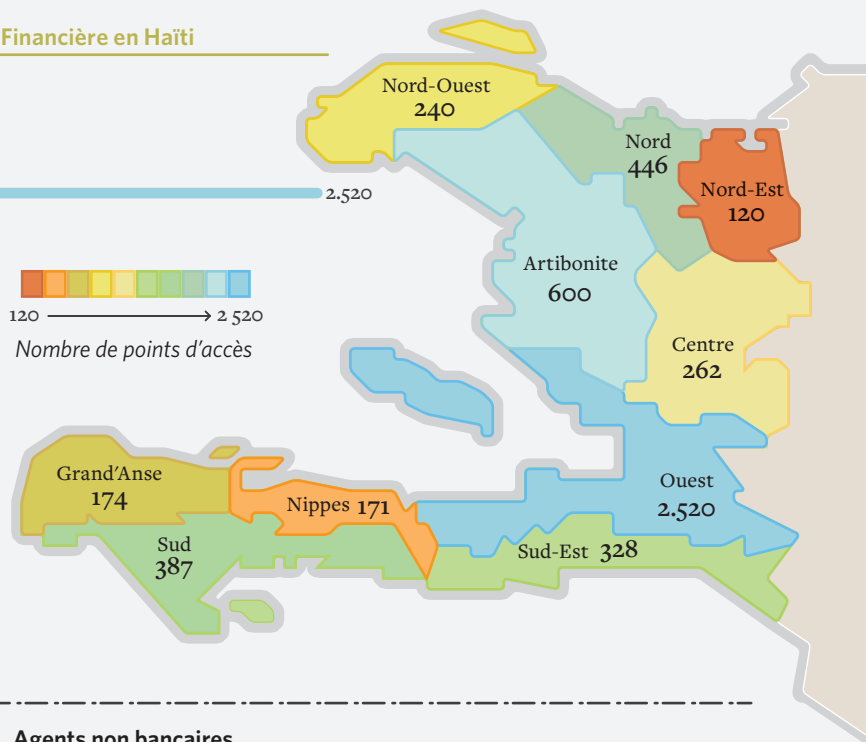
Grand'Anse



Nippes

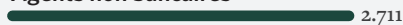


Nord-Est



Nombre de points d'accès par type de prestataire

Agents non bancaires



Maisons de transfert



Banques commerciales



IMFs



Caisses populaires



Cartographie d'Inclusion
Financière « FINclusion 2017 »

Acronymes et Abréviations	4	Capacités financières	21
Aperçu	5	Cadre Théorique	24
Le Mot du Gouverneur	6	Éducation financière: Quelle définition pour Haïti?	25
Contexte et Justification	8	Les Principes Directeurs et Compétences Financières	26
L'éducation financière : pourquoi faire ?	10	Le PNEF : Vers une plus grande synergie entre les actions d'éducation financière	27
L'éducation financière : Pilier de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière	11	Les principaux groupes cibles	28
Contexte de l'inclusion et l'éducation financières en Haïti	12	Les axes prioritaires	34
Les Opportunités d'un Plan National d'Éducation Financière	13	Canal transversal à adopter	46
Partenariat pour une vision partagée d'éducation financière en Haïti	14	Implémentation du PNEF	48
Cadre socio-économique et financier du PNEF	15	Unité de Gouvernance et de Coordination (UGC) du PNEF	49
Structure de la population en Haïti	16	Comité de Pilotage du PNEF – Unité Consultative	50
Ecosystème de l'éducation formelle	17	Le tableau de mise en oeuvre du PNEF	51
Les activités génératrices de revenus	18	Constitution d'une forte communauté de professionnel d'éducation financière	54
Niveau d'inclusion bancaire dans les départements d'Haïti	19	Durée du Plan National d'Éducation Financière	55
Intégration financière	20		

Acronymes et abbréviations

ACME	Association pour la Coopération avec la Micro-Entreprise
APB	Association Professionnelle des Banques
AFI	Alliance pour l'Inclusion Financière
AIC	Alternative Insurance Company (Firme privée d'assurance en Haïti)
ANACAPH	Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes (ANACAPH)
BIC	Bureau d'information sur le Crédit
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
CAF	Banque de Développement Latino-Américaine
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CONATEL	Conseil National des Télécommunications
DIGCP	Direction d'Inspection Générale des Caisses Populaires
FINSOCE	Enquêtes sur les demandes de produits et services financiers, Haïti 2018
IDRC	Centre de recherche pour le développement international (CRDI)
IFNB	Institution financière non bancaire
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
IMF	Institution de Microfinance
KNFP	Konsèy Nasyonal Finansman Popilè
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MAST	Ministère des Affaires Sociales et du Travail
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MENFP	Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
MPME	Les micros, petites et moyennes entreprises
MUSO	Mutuelles de Solidarité
OCDE/OECD	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPS	Organisation Panaméricaine de la Santé
PACFL	President's Advisory Council on Financial Literacy
PNEF	Plan National d'Éducation Financière
SNIF	Stratégie Nationale d'Inclusion Financière
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VSLs	Village Savings and Loans
WB	World Bank / Banque Mondiale
WOCCU	World Council of Credit Union / Conseil Mondial des Coopératives

C'est à travers la banque centrale du pays - Banque de la République d'Haïti (BRH), le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) et le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) que l'État Haïtien a défini la substance et les modalités de mise en œuvre du Plan National d'Éducation Financière d'Haïti (PNEF), un projet qui se veut l'une des priorités liées à l'exécution de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF). Le PNEF, qui doit s'étendre sur cinq ans (2020-2025), s'aligne sur les objectifs et actions de la SNIF. En tant que politique publique, l'éducation financière vise non seulement à renforcer les compétences financières personnelles des citoyens haïtiens, mais aussi à responsabiliser les entreprises sur le plan du développement de leurs connaissances, attitudes, compétences et comportements financiers. Le PNEF est le fruit d'un processus participatif coordonné incluant plusieurs acteurs.

Sont impliqués :

Des Autorités

- Banque de la République d'Haïti (BRH)
- Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)
- Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)

Des Associations / Fédérations / IMF / ONG

Des Fournisseurs de services financiers

Le Secteur de l'Éducation

Des Entreprises et des Firmes

Des Particuliers

Des Instituts de Recherche et Écoles Professionnelles

Une Communauté de Bailleurs de fonds



Cette pièce frappée en 1981 symbolise l'un des objectifs visés par le gouvernement de l'époque, à savoir, la scolarisation des enfants, voie ultime pour le plein-emploi et le développement économique et social pour les prochaines décennies.

Courtoisie du Musée de la BRH

Le Mot du Gouverneur

Le taux de bancarisation de 11% qui prévaut dans le milieu haïtien reflète la faiblesse de l'accès aux comptes bancaires des consommateurs financiers haïtiens. C'est ce que révèlent les résultats des enquêtes FinScope, Haïti 2018, ayant conduit à la rédaction du Plan National d'Éducation Financière (PNEF). Selon les conclusions du FinScope, 73% des personnes interrogées n'épargnent pas, 71% sont régulièrement à court d'argent par manque de revenus, 25% ont toujours des difficultés financières, 51% sont fauchées suite aux dépenses de subsistance et 87% n'empruntent pas par crainte d'endettement. Toutefois, quelque 53% des ménages ont exprimé le besoin d'accéder à une éducation financière.

Selon les informations relevées de la base de données de FINDEX¹, l'inclusion financière en Haïti a connu des progrès importants pendant ces cinq dernières années. Elle est passée de 27% en 2014 pour atteindre 34% en 2019. Grâce aux contributions du secteur financier et de la FinTech, le taux d'inclusion financière s'est donc accru même s'il reste faible comparé aux autres pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe. La Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), lancée en 2014, considère l'éducation financière comme l'un de ses cinq piliers, tout comme la protection du consommateur financier. Dans le contexte du

PNEF, l'éducation financière se définit comme « *Un processus par lequel les consommateurs financiers arrivent à s'approprier d'un socle de connaissances et de compétences ainsi qu'un savoir-faire financier, susceptibles de favoriser chez eux des comportements et des attitudes financiers plus responsables, leur permettant de mieux lutter contre l'exclusion financière et de contribuer réellement à la croissance économique en Haïti* ». Dans un contexte de précarité financière aussi marquée, et vu la maîtrise imparfaite des outils et mécanismes financiers modernes, l'élaboration de ce Plan s'inscrit dans la ferme conviction des différents acteurs impliqués qu'une éducation financière de qualité et concertée viendra faciliter une utilisation plus rationnelle des produits et services financiers et stimuler un accroissement de revenus. Aussi cette éducation devra-t-elle renforcer la confiance des consommateurs financiers dans le système financier, inciter la propension à l'épargne et favoriser un plus grand développement économique.

Par ailleurs, la préparation du Plan National d'Éducation Financière (PNEF) a permis à la BRH d'inventorier, à travers le territoire haïtien, un ensemble d'interventions en matière d'éducation financière. La banque centrale, l'institution régulatrice du secteur financier, apprécie ces efforts qui, auparavant, avaient été déjà consentis par les parties prenantes pour accompagner les

1. Banque Mondiale, Base de données sur l'inclusion financière des différents pays

consommateurs de produits et services financiers dans leurs choix financiers. Le PNEF devra renforcer l'efficacité de ses actions et faciliter leur intégration. En effet, guidé par les bonnes pratiques et les principes en matière d'éducation financière de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), le PNEF est prévu pour durer cinq ans (2020-2025). Il vise, d'une part, à offrir une ligne directrice pour le développement et la coordination de nos différentes actions en matière d'éducation financière et, d'autre part, à soutenir les partenariats sectoriels pour la promotion de l'inclusion et de l'éducation financières.

Dans la mise en œuvre du PNEF, des efforts collectifs vont se concentrer sur l'ensemble de la population. Un accent particulier sera mis sur les femmes, les jeunes et les entrepreneurs, groupes cibles de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière, de façon à faire diminuer leur risque d'exclusion financière et à stimuler leur prospérité. Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) sont appelées à jouer un rôle essentiel dans l'exécution du PNEF et à la vulgarisation des informations.

Si l'éducation financière est nécessaire, elle n'est pas suffisante. Elle ne pourra pas se substituer à la régulation. Pour qu'elle soit porteuse de changements, il lui faut l'accompagnement d'autres programmes touchant la protection des consommateurs, de codes de conduite précis et d'une



politique financière encourageant la transparence et la compétition sur le marché financier. Faisons de ce Plan un projet commun et investissons dans l'éducation financière pour une Haïti plus résiliente financièrement et économiquement, au bénéfice de tous !

Jean Baden Dubois

Contexte et Justification

Introduction

Le développement et la mise en œuvre du Plan National d'Éducation Financière (PNEF) en Haïti, en tant qu'outil stratégique, représentent un élément central dans l'exécution de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) dont le but est de favoriser l'accès aux produits et services financiers à la population. Ce document constitue une matérialisation du quatrième pilier de la SNIF dont l'objectif est de « créer un marché mieux informé, susceptible d'attirer davantage de consommateurs vers des institutions financières formelles et de favoriser une concurrence accrue entre elles »

Ce livret, retrace les grandes orientations d'Haïti en matière d'éducation financière. Il fournit un cadre pour la mise en place d'une approche coordonnée visant à une meilleure utilisation des ressources financières existantes et à l'évaluation de l'efficacité des actions qui seront entreprises par la communauté des praticiens élargie. Soutenu par un ensemble d'acteurs, le document est élaboré selon l'approche méthodologique qui suit.

Méthodologie

1. Le cadre institutionnel

Le Plan National d'Éducation Financière (PNEF) constitue une réponse de l'État Haïtien, à travers la Banque de la République d'Haïti (BRH), le Ministère de l'Économie et des Finances ainsi que le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, aux résultats des enquêtes FinScope Haïti 2018, Protection des Consommateurs. Cette recherche nationale, sur la capacité de la demande, a été conduite sur un échantillon de plus de quatre (4) mille ménages. Cette étude a été préparée, en collaboration avec plusieurs partenaires locaux dans le cadre du projet « Finance Inclusive » soutenu par l'USAID.

Les préoccupations soulevées par cette étude ont suscité la mise en place d'un Comité de pilotage sur l'éducation financière en 2019, de façon à aborder le problème de manière plus systémique. Les supports des organisations tels que l'Alliance Mondiale pour l'Inclusion Financière (AFI) et le Centre de Recherche et de Développement International (CRDI) ont été mis à contribution.

2. Organisation et validation de l'étude

Inventaire de l'existant

- Etat des lieux et identification des praticiens en éducation financière (21 acteurs avec des programmes éparses financés par des fonds externes)

Mise en place du Comité de Pilotage

- Approche holistique de la question (*Le Comité de Pilotage est formé d'institutions publiques et privées*)

Recherche de partenaires techniques

- Bonnes pratiques internationales (AFI, CRDI, OCDE)

Missions de terrain

- Prise en compte de la réalité haïtienne.
- Participation des acteurs locaux dans la définition de la stratégie à adopter

Rédaction et validation du PNEF

- Rédaction de rapports validés.
- Appropriation du plan d'action par le Comité de Pilotage

L'éducation financière: pourquoi faire ?



Responsabilisation et protection

Responsabilise et protège plus efficacement les consommateurs des produits et services financiers

Utilisateurs et confiance

Produits financiers de plus en plus complexes et variés; l'éducation financière favorise une plus grande confiance dans leur utilisation

Protection contre les fraudes

Protection contre les fraudes et les escroqueries (par exemple, sensibiliser les individus aux systèmes pyramidaux)

Réduction de pauvreté et développement

Contribution essentielle des systèmes financiers à la réduction de la pauvreté et au développement

Prosperité et équité

Promouvoir la prospérité partagée et l'équité entre hommes et femmes

Stratégie Nationale d'Inclusion Financière



Services financiers pour faciliter l'inclusion financière et augmenter le bien-être

Crédit pour la croissance économique

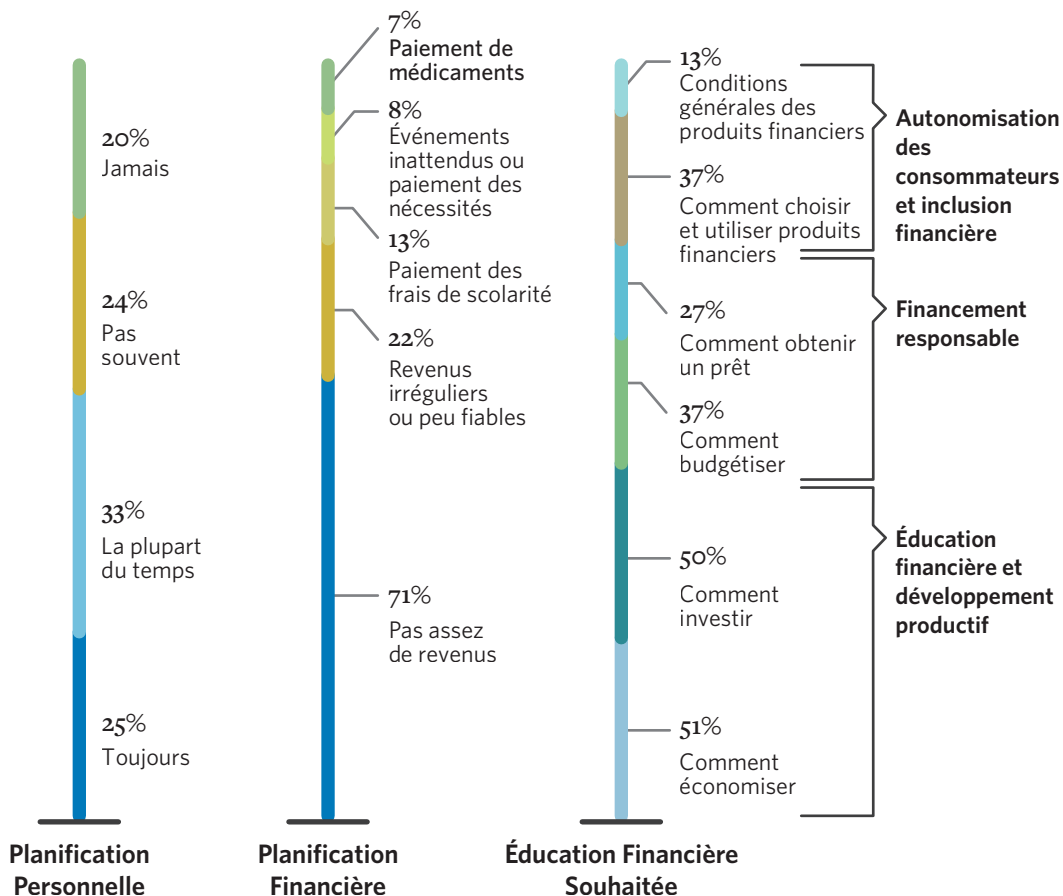
Services financiers de proximité

Education et protection des consommateurs

Renforcement des institutions et des infrastructures financières

Suivi et Evaluation (S&E)

Contexte de l'inclusion et l'éducation financières en Haïti





Eviter le manque de coordination et des initiatives fragmentées



Impliquer de nombreuses parties prenantes et définir des priorités communes



Mobiliser et faciliter une affectation efficace et efficiente des ressources financières provenant du secteur public, des bailleurs de fonds, et des institutions de développement pour une plus grande promotion de l'éducation financière.



Faciliter le CHANGEMENT (le plan national n'est pas une fin en soi mais un moyen)



Opportunités pour le plan national

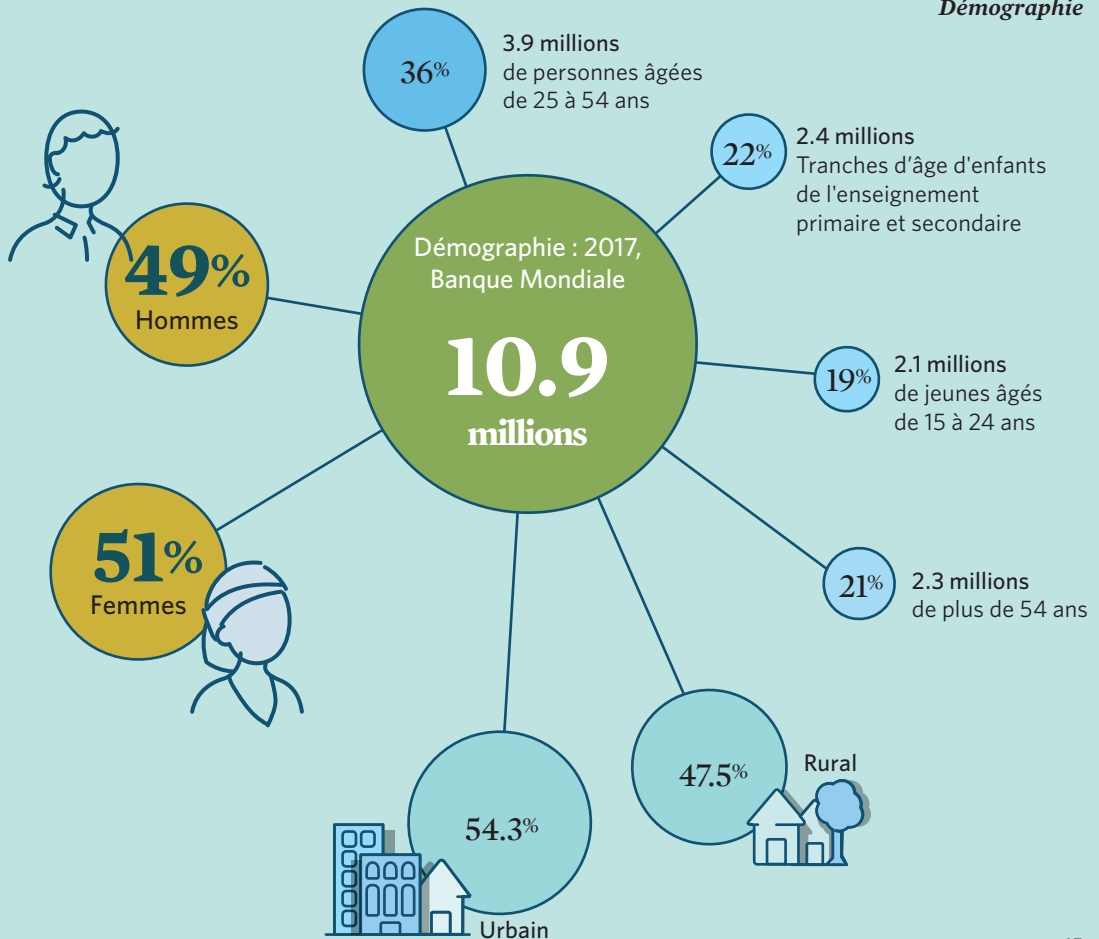
- PNEF est inclus et est lié au pilier 4 de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF)
- Equipe intégrée dédiée à l'éducation financière au sein de la BRH, MEF, et MENFP. Soutien du Comité de Pilotage
- Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle et d'autres acteurs souhaitent développer l'éducation financière dans les écoles



Opportunités pour les acteurs

- Variété d'acteurs comprenant des particuliers, des institutions de développement, le secteur financier, des ONGs et Bailleurs de fonds: opportunités de partenariat
- Expérience à long terme de certains acteurs développant et testant des programmes d'éducation financière
- Connaissance suffisante pour enseigner efficacement l'éducation financière: impact sur le comportement, suivi des programmes et évaluation de l'impact

Démographie



Structure de la population en Haïti

	 Masculin	 Féminin	 Total
Population totale d'Haïti	5, 420,284	5, 562,083	10, 982,367
Total Enfants (5 - 14)	1, 229,744	1, 191,242	2, 420,986
Enfants 0 - 5	647,509	624,264	1, 271,773
Enfants 5 - 9 (primaire)	627,975	605,610	1, 233,585
Enfants 10 - 14 (Cycle Fondamental)	601,769	585,632	1, 187,401
Total jeunes (15 - 24)	1, 082,700	1, 082,513	2, 165,213
Jeunes 15 - 19 (Cycle secondaire)	564,633	558,733	1, 123,366
Jeunes 20 - 24	518,067	523,780	1, 041,847
Total adultes (25 - 64)	2, 225,093	2, 368,258	4, 593,351
adultes 25 -34	913,031	941,931	1, 854,962
adultes 35 - 54	1, 021,593	1, 107,994	2, 129,587
adultes 55 - 64	290,469	318,333	1, 854,962
Total Senior (65 ou plus)	235,238	295,806	531,044
Total population rurale			5, 013,889
Total population urbaine			5, 968,477

Selon les indicateurs établis par la Banque Mondiale en 2017, en termes de structure démographique, Haïti compte une population totale de 10,9 millions d'habitants, dont 2,4 millions d'enfants dans les tranches d'âge de l'enseignement primaire et

secondaire ; 2,1 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans ; 3,9 millions de personnes âgées de 25 à 54 ans ; et 2,3 millions de plus de 54 ans. Selon les estimations de la Banque Mondiale, 45,7% de la population totale (5 millions environ) vivent dans des zones rurales et 54,3%

(5,9 millions environ) dans les zones urbaines, avec une concentration importante dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, qui compte quelque 2,6 millions d'habitants.

Ecosystème de l'éducation formelle



Enseignants 70,009

- a. Enseignants Femmes 28%
- b. Enseignants Hommes 72%

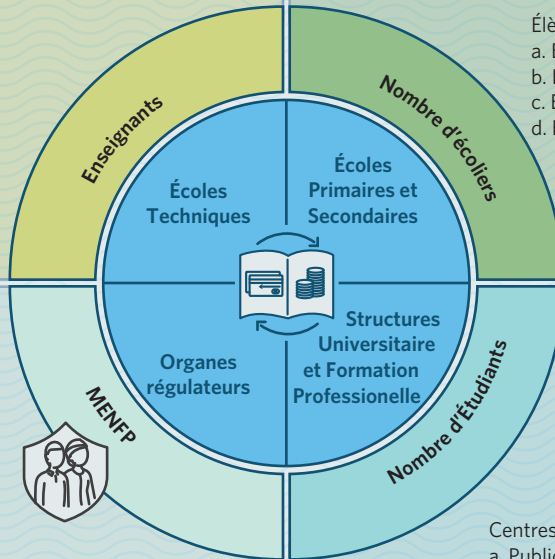


Écoles 13,599

- a. Écoles publiques 22.02%
- b. Écoles non publiques 77.98%
- c. Écoles fondamentale du troisième cycle du secondaire 3,477

Élèves 2,210,221

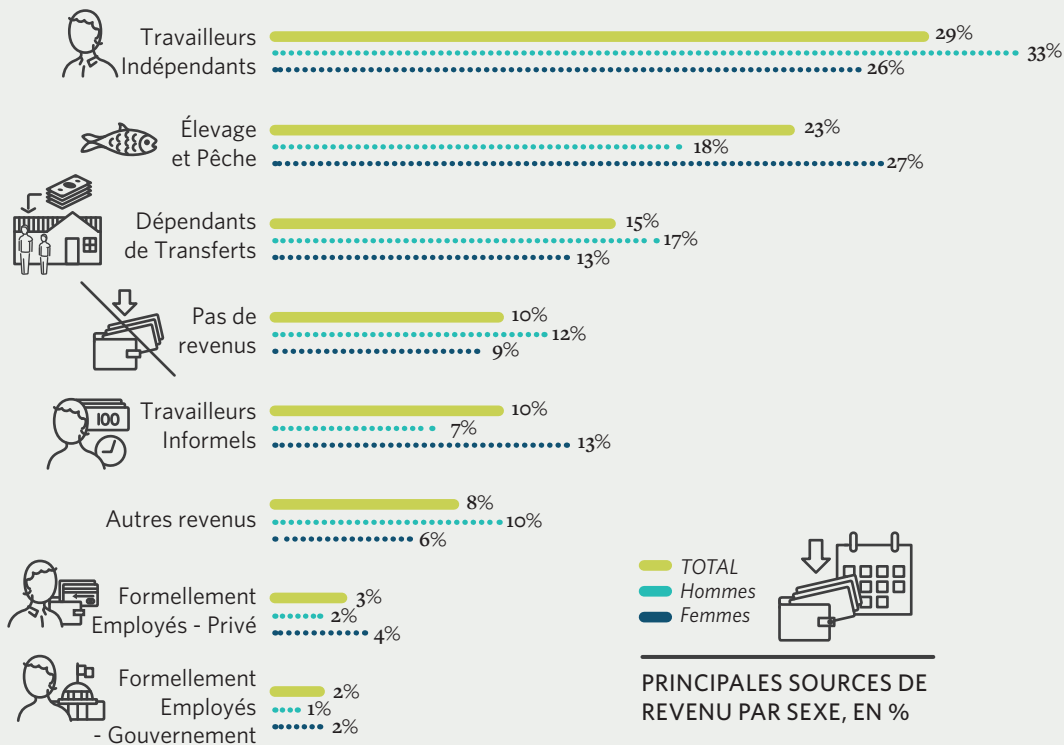
- a. Élèves Filles 1,090,027
- b. Élèves Garçons 1,20,194
- c. Élèves du secteur publique 486,620
- d. Élèves du secteur non-publique 1,723,601



Centres de Formation Professionnelle 138

- a. Publique 17
- b. Privée - Sous le contrôle du MENFP 17
- c. Sous le contrôle du MAST 199
- d. Sous le contrôle du MARNDR (Damien) 10

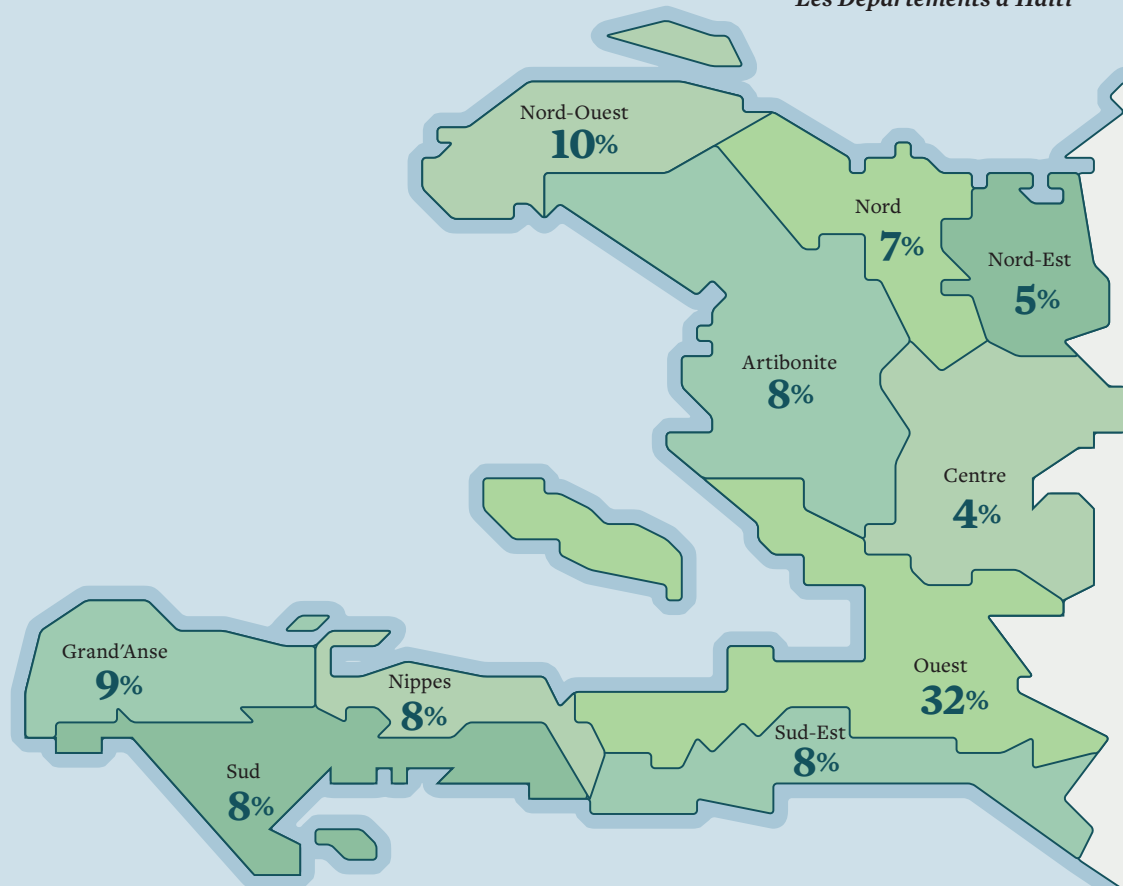
Les activités génératrices de revenus



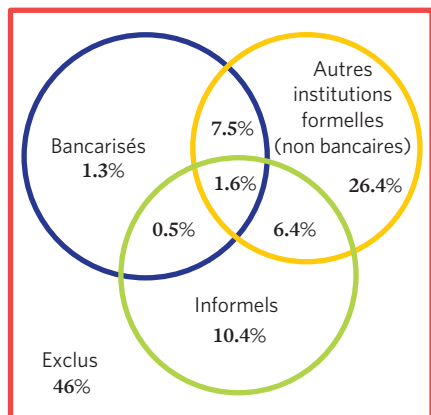
Source : Enquête consommateurs, FinScope Haïti 2018

Niveau d'inclusion bancaire dans les départements d'Haïti

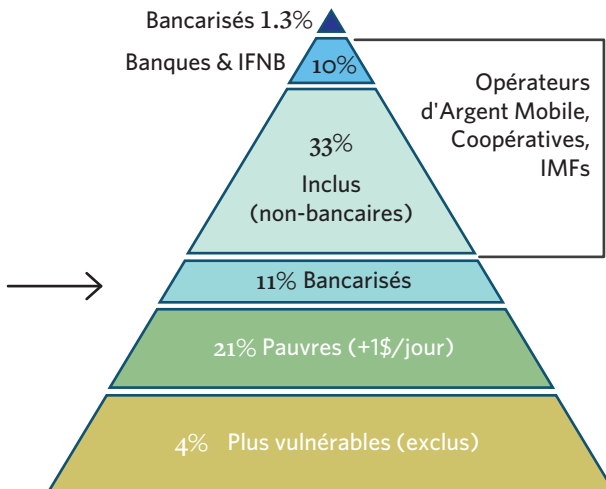
Les Départements d'Haïti



Intégration Financière



Chevauchement de l'inclusion financière



Remarque: En raison du nombre de personnes qui utilise les services des institutions financières bancaires et non bancaires, la population «exclue» est de 46%.

Chevauchements

“Les consommateurs utilisent généralement une combinaison de produits et services financiers pour répondre à leurs besoins financiers”

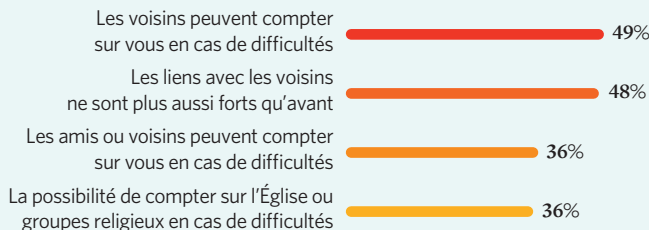
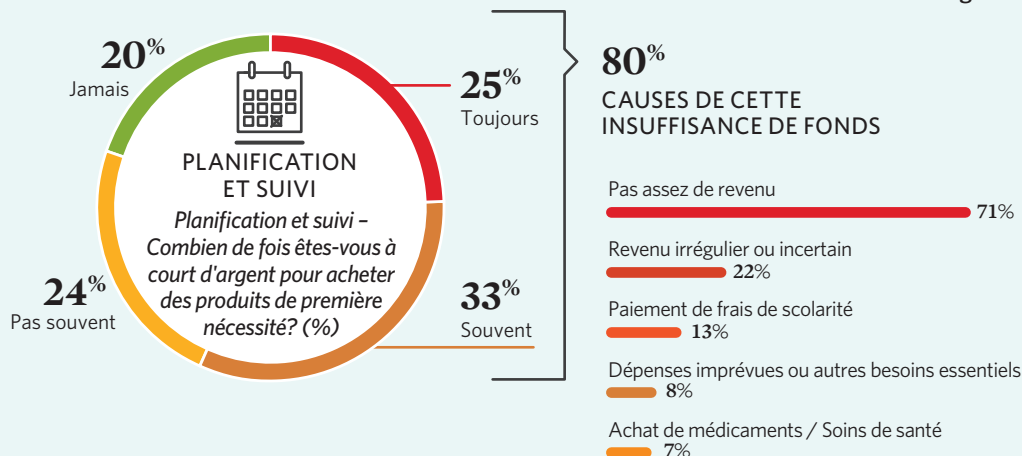
- 1% des adultes utilisent exclusivement des services bancaires,

et 26% utilisent exclusivement d'autres mécanismes formels.

- 16% utilisent une combinaison de mécanismes bancaires et / ou d'autres mécanismes formels et / ou informels pour gérer leurs besoins financiers, indiquant ainsi que leurs besoins ne sont pas entièrement satisfaits

par le seul secteur formel.

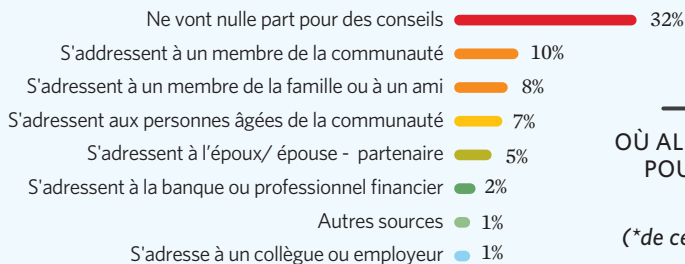
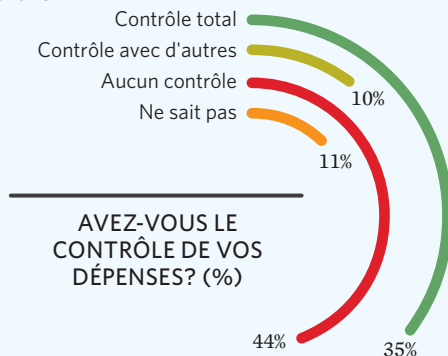
- 10% de la population adulte s'appuie uniquement sur des mécanismes informels tels que des groupes d'épargne informels et des groupes de crédit pour économiser ou emprunter de l'argent ou pour couvrir des risques.



COMMENT FAITES-VOUS FACE AUX OBLIGATIONS FINANCIÈRES EN CAS DE DIFFICULTÉS? (%)

Capacité financière

Gestion d'argent et Recherche de conseils financiers



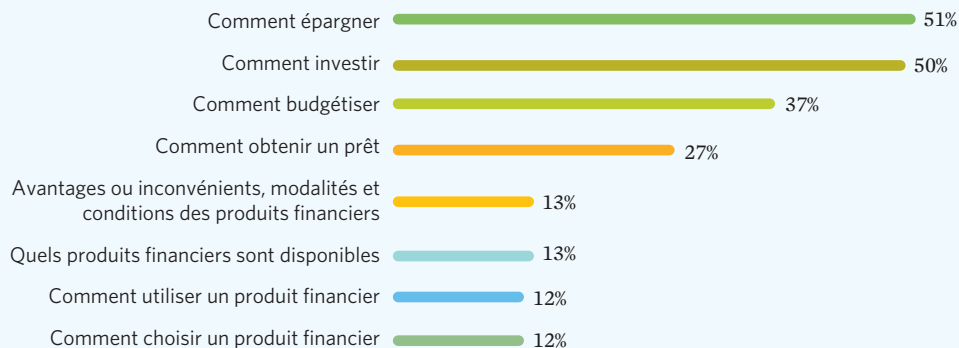
OÙ ALLEZ-VOUS HABITUELLEMENT POUR OBTENIR DES CONSEILS FINANCIERS?

(*de ceux ayant une source de revenu)
(%)

Accès aux informations financières

Environ 53% des adultes estiment avoir besoin de plus d'informations sur leurs finances personnelles

53%



ÉDUCATION FINANCIÈRE
SOUHAITÉE (%)

Cadre théorique

Définition de l'éducation financière dans le contexte International



OCDE

- Devenir plus sensible aux risques et opportunités en matière financière;
- Faire des choix raisonnés en toute connaissance de cause;
- Prendre d'autres initiatives efficaces pour améliorer leur bien-être financier;
- Savoir où trouver une assistance financière.



Banque Mondiale

- La capacité interne d'agir dans le meilleur intérêt financier;
- Ensemble d'attitudes, compétences, compréhensions pour la sélection et utilisation de services financiers;
- Possibilité d'accès à des services financiers en fonction des besoins des consommateurs.



En Haïti il s'agit de:



S'approprier d'un socle de connaissances, de compétences et de savoir faire financiers



Afficher un comportement et des attitudes financiers plus responsables



Lutter contre l'exclusion financière et contribuer à la croissance économique

Les Principes Directeurs et Compétences Financières

1

Soutenir la SNIF visant à réduire la pauvreté et les inégalités économiques pour TOUS les Haïtiens.



2

Réduire les écarts social, financier et économique qui affectent les femmes, en les considérant comme l'un des groupes cibles prioritaires identifiés.



3

Encourager l'utilisation d'outils d'éducation financière numériques afin de réduire la fracture numérique et de promouvoir la sensibilisation, la connaissance et la confiance dans les services financiers numériques et les solutions d'argent mobile.



4

Réaliser des changements durables dans les attitudes et le comportement du public ciblé.



5

Encourager le travail conjoint et la collaboration entre différents acteurs des secteurs publics, privés et de la société civile afin de réaliser des objectifs communs.



6

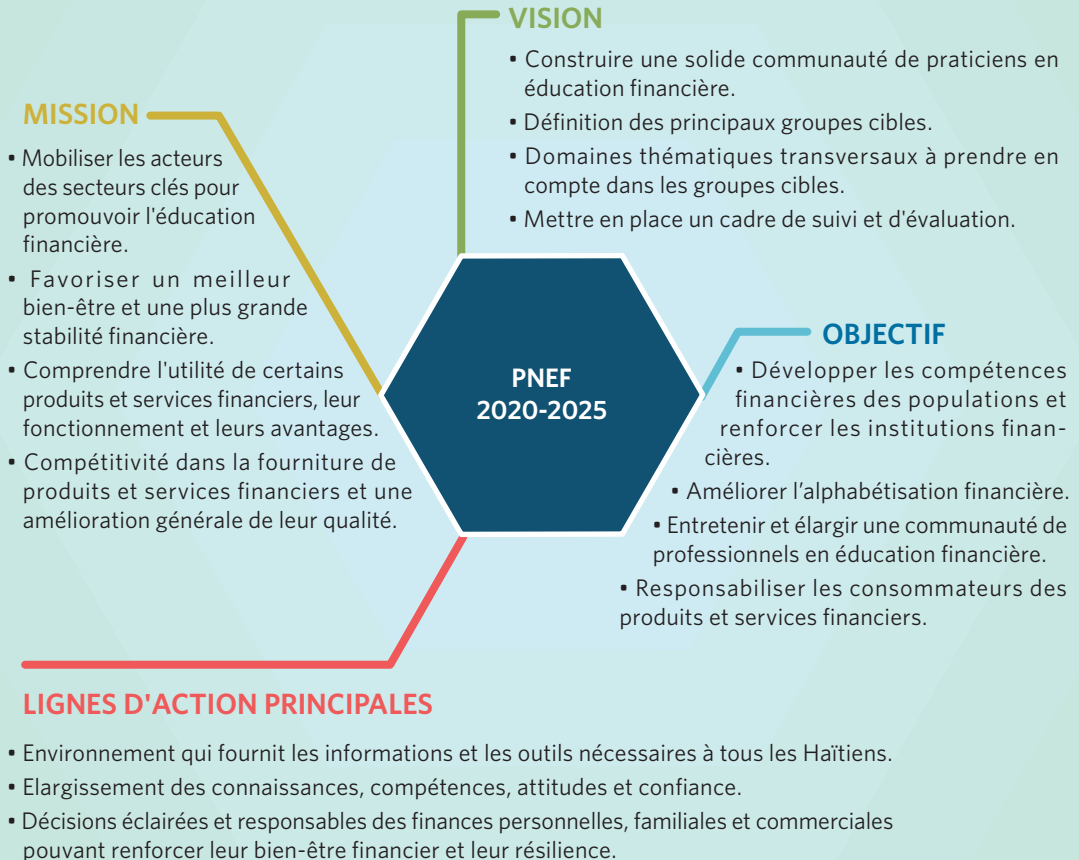
Développer des activités sur la base des initiatives existantes et expériences précédentes facilitant les meilleures pratiques et les directives parmi tous les acteurs pour accroître la qualité, l'ampleur et la durabilité des initiatives.



7

Mettre en place des mesures/procédures de suivi et d'évaluation pour les progrès réalisés et leur résultat pendant la période de mise en oeuvre (moyen terme, fin du cycle).





Les principaux groupes cibles



Groupes Vulnérable

Les besoins financiers de base de cette tranche de la population restent le lissage de la consommation et la réduction des risques par le biais d'instruments d'épargne, d'assurance, de transfert et potentiellement de pension et ce, en liaison avec les programmes d'assistance sociale mis en place par l'État. Ceci est d'autant plus important que les personnes les plus pauvres sont plus susceptibles de se tourner vers les services informels, typiquement plus coûteux et risqués.

Exemples de compétences nécessaires en éducation financière : Autonomisation des populations vulnérables (bénéficiaires de prestations sociales), gestion des risques et du cycle des catastrophes, stratégies de résilience et d'atténuation des risques (via l'utilisation des plateformes numériques), stratégie d'épargne, etc.. Quant au sous-ensemble des personnes retraitées, leur sensibilisation aux escroqueries et aux fraudes est une question de plus en plus importante.

Total Actuel: 2.5M

Target: 500,000



Micros, petites et moyennes entreprises (MPME)

Les MPMEs sont en grande partie informelles et, dans la majorité des cas, se concentrent dans des activités générant très peu de valeur ajoutée pour l'économie. L'un des principaux obstacles à leur développement est l'absence d'accès aux capitaux nécessaires au démarrage ou à l'extension de leurs activités. La raison en est un manque évident tant de formation technique que d'informations disponibles sur leur historique de crédit et les garanties qu'elles peuvent offrir. Viennent ensuite les contraintes systémiques, telles que les coûts d'enregistrement, le temps nécessaire à l'obtention d'une autorisation d'exploitation, etc..

Exemples de compétences nécessaires en éducation financière : Compétences de base en gestion flux de trésorerie, comptabilité, budgétisation, microcrédit, micro-assurance, gestion des risques, stratégies de résilience, plan d'entreprise, stratégies d'épargne, etc..

Total Actuel: Non Disponible

Target: 100,000

Les principaux groupes cibles



Agriculteurs

De nombreux petits-producteurs ne peuvent résister aux effets de la précarité de l'activité agricole, et se voient obligés de migrer vers les grandes villes. Pour contrer cette tendance, plusieurs programmes visant à améliorer la productivité du secteur agricole et sa capacité à générer des revenus ont été lancés. Ces activités ont été prises en compte dans l'élaboration du Plan National d'Éducation Financière. Les besoins des agriculteurs comprennent principalement l'assurance-récolte, des crédits adaptés au secteur agricole exploité (en tenant compte de la maturité de la récolte) et des dépôts qui peuvent leur permettre de conserver leur capital ou de servir de garantie.

Exemples de compétences nécessaires en éducation financière : Compétences de base en gestion — flux de trésorerie, comptabilité, budgétisation, microcrédit, micro-assurance, gestion des risques et du cycle des catastrophes, stratégies de résilience et d'atténuation des risques, stratégies d'épargne, etc. Ces thèmes devraient inclure des considérations relatives à l'éducation financière des femmes.

Total Actuel: 1M Target: 500,000



Femmes

Comparées aux hommes, les femmes ont un accès plus restreint à l'éducation. Cependant, les femmes occupent une place importante au sein de la population active du pays. Plus de 50% d'entre elles exercent des activités économiques, principalement dans le secteur commercial, les ventes, les transports, les hôtels, les services communautaires et l'agriculture. Malgré cela, beaucoup d'entre elles sont confinées dans le secteur informel. Étant donné la forte participation des femmes à la vie active du pays, le plan national doit les accompagner.

Exemples de compétences nécessaires en éducation financière : Priorités monétaires, budget familial, épargne et planification, identification des institutions et services financiers existants, discernement des avantages et inconvénients de chaque institution et produit, compréhension des coûts (directs et indirects) et des responsabilités (remboursement), etc.. Un des thèmes transversaux à considérer parmi les groupes cibles est l'autonomisation des femmes et des filles.

Total Actuel: 5.49M

Target: 2M

Les principaux groupes cibles



Jeunes

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière, il est important de mettre à la disposition des jeunes des produits et services financiers tels que des prêts à l'éducation et à la formation et, s'agissant des promoteurs de projets, des produits de microassurance et de capital-risque.

Exemples de compétences nécessaires en éducation financière : Programmes scolaires (approche d'impact graduel sur les compétences de base, mathématiques, etc.), compréhension des produits et services financiers susmentionnés, culture numérique et sensibilisation au numérique, stratégies d'épargne et d'emprunt responsable, etc.. Outils d'apprentissage spécifiques en fonction des contextes des jeunes (milieux formels et informels) : les jeux numériques de divertissement, disponibles en ligne.

Total Actuel: 2.165M

Target: 1M



Personnes vivant
en zones rurales

La plupart de la population rurale n'a pas encore accès aux services financiers de base tels que les structures de paiement, l'épargne financière et les dispositifs de crédit du système financier formel. Cependant, la téléphonie mobile en Haïti offre une occasion unique de bancariser les exclus du système traditionnel et de leur offrir l'accès, à moindre coût, à des produits et services financiers numériques tels que dépôts, prêts, virements de fonds nationaux ou internationaux et, même, assurances.

Exemples de compétences nécessaires en éducation financière : Compétences de base en gestion — flux de trésorerie, comptabilité, budgétisation, microcrédit, microassurance, gestion des risques, gestion du cycle des catastrophes, stratégies de résilience et d'atténuation des risques, stratégies d'épargne, connaissances numériques de base en matière de sensibilisation, etc..

Total Actuel: 5.242M

Target: 2M



Travailleurs migrants et leurs familles

Compte tenu de l'importance des transferts sans contrepartie vers Haïti, surtout ceux qui facilitent les investissements productifs, il est nécessaire de mettre à la disposition des travailleurs migrants et de leurs familles des services de transfert rapides, facilement accessibles et à prix modéré.

Exemples de compétences nécessaires en matière d'éducation financière : Permettre aux expéditeurs et destinataires d'envois de fonds (nationaux et internationaux) de bénéficier des meilleurs prix et de se concentrer sur les opportunités d'investissements productifs, en plus de la consommation, de l'épargne et de la planification ; identifier les opérateurs et les services de transfert d'argent existants ; scruter les opportunités latentes et discerner les désavantages potentiels, en exemple: le programme Haïti Greenback 2.0, lequel cible les questions d'éducation financière en faveur des receveurs de transfert.

Total Actuel: 4.4M

Target: 1.5M

Les axes prioritaires

AXE PRIORITAIRE 1 :

CONSOLIDATION D'UNE COMMUNAUTÉ DE PRATICIENS EN ÉDUCATION FINANCIÈRE

Raisonnement Au coeur de la mise en oeuvre du plan national d'éducation financière, il convient de renforcer l'appropriation et la capacité des différents praticiens de l'éducation financière dans cette tâche commune. Ceci ne sera possible que par une communication étroite entre eux, un partage des meilleures pratiques et en renforçant les capacités permettant d'améliorer la qualité des services, les initiatives et les programmes. Les résultats doivent être surveillés, suivis et évalués.

Objectif **Coordonner les praticiens existants et nouveaux en éducation financière (concepteurs, responsables de la mise en œuvre, donateurs) dans le but de promouvoir les meilleures pratiques internationales, le renforcement des capacités et un sentiment de « communauté » attirant davantage de soutien interne et externe à cette cause.**

Acteurs / groupes cibles

PNEF :

- *PNEF responsable et coordonateurs (BRH, MENFP, MEF)*
- *PNEF processus de consultation (Comité de Pilotage)*
- *PNEF Unité de mise en oeuvre (Groupes de travail)*

Programmes d'éducation financière (Acteurs) :

- *Concepteurs de programmes d'éducation financière (MENFP, École, ONG, Secteur Financier)*
- *Mise en oeuvre de programmes d'éducation financière (écoles, IMF, mutuelles, fondations, banques, société de développement etc.)*
- *Bailleurs de fonds des programmes d'éducation financière (gouvernements, donateurs nationaux et internationaux)*

Besoins / Compétences	- Marque du PNEF, campagnes nationales - Coordination des acteurs d'éducation financière et des programmes - Renforcement des capacités
Outils / Programmes	- Utiliser la télévision, la radio ou la presse pour promouvoir une campagne nationale d'éducation financière. - Site Web national : référence pour le contenu de l'éducation financière et peut inclure une liste de matériel pédagogique provenant de sources non gouvernementales approuvées ainsi que de ministères. - Événement / ateliers de renforcement des capacités.
Sujet transversal : genre et femmes	- Une optique de genre dans la communication du plan d'éducation financière est fortement recommandée.
Sujet transversal : numérique	Une page Web dédiée avec la marque SNIF / PNEF est fortement recommandée. Une plateforme numérique ayant pour objectif de partager des informations et des campagnes avec la population ciblée et de partager des informations entre les praticiens d'éducation financière.
Référence document / plan existant	Certains pays ayant mis en place des stratégies d'éducation financière ont développé une forte communauté de praticiens de l'éducation financière, par exemple : Australie, Canada, Colombie, Pérou, Rwanda, Seychelles.

AXE PRIORITAIRE 2 :

ÉDUCATION FINANCIÈRE DANS LES ÉCOLES ET UNIVERSITÉS

Raisonnement L'éducation financière dans les écoles et les universités ciblant les enseignants, les élèves de différents niveaux d'enseignement et la communauté scolaire dans son ensemble permettent à long terme de développer une culture financière forte en Haïti, qui se reflétera dans les générations futures. Pratiquement toutes les stratégies d'éducation financière pour être durables doivent consacrer des ressources à un objectif similaire. L'éducation financière dans les écoles et universités devrait viser à développer les compétences des enfants et étudiants aux différentes étapes de la croissance cognitive et fournir des conseils pratiques aux générations d'élèves sur le point de commencer leur cycle de vie productif. En partant du principe de la formation des formateurs comme raison d'assurer une transmission optimale des connaissances et des compétences. Les enseignants devraient d'abord être exposés et formés à ces supports.

Objectif **Garantir que les élèves des niveaux primaires et secondaires ainsi que les universitaires de l'enseignement formel sont bien préparés aux notions de base de finances personnelles, y compris d'épargne, et connaissent bien les options des institutions financières et des services financiers, ainsi que les droits et responsabilités en tant qu'utilisateurs de ces services.**

Acteurs / groupes cibles

- Etudiants : à partir du secondaire, beaucoup d'entre eux rejoindront bientôt une vie économique active
- Enseignants : Enseignement primaire, secondaire et universitaire

Besoins / Compétences	- Calcul de base, choix parmi différentes options - Fonction de l'économie et des institutions et services financiers - Identifier les droits et les responsabilités dans l'utilisation de produits et services financiers - Pour que les enseignants fournissent le matériel et la formation leur permettant d'être plus autonome financièrement
Outils / Programmes	- Curriculum : développement de cours en éducation financière à des niveaux multiples en français et en créole - Formation : il conviendrait de proposer aux enseignants existants un perfectionnement professionnel en matière d'éducation financière, ainsi qu'une préparation initiale à l'université pour les nouveaux enseignants.
Sujet transversal : genre et femmes	Le matériel et les leçons devraient être révisés avec une approche sensible au genre afin d'éviter tout biais involontaire entre les sexes et d'attirer l'attention des étudiants et des étudiantes.
Sujet transversal : numérique	- Développer une approche numérique pour soutenir les leçons avec du matériel numérique et interactif, y compris des vidéos, des audiovisuels combinés avec du divertissement et des jeux, et des applications complémentaires pour les enseignants et les étudiants. - Sensibilisation à la culture financière numérique
Référence document / plan existant	Récemment, la Banque centrale d'El Salvador, par l'intermédiaire de son comité d'éducation financière, a développé du matériel de formation pour les enseignants en éducation de base.

Les axes prioritaires

AXE PRIORITAIRE 3 :

AUTONOMISATION DES MICROENTREPRENEURS URBAINS ET RURAUX

Raisonnement Selon la structure économique d'Haïti où 29% des adultes sont déclarés indépendants et 23% de petits exploitants de l'agriculture et de la pêche, dont l'activité complémentaire pourrait éventuellement être transférée à une microentreprise, il est essentiel de renforcer leur capacité/compétences financières de base avec l'objectif de permettre des activités durables et productives qui pourraient éventuellement être pleinement intégrées dans le système financier formel.

Objectif **Garantir la qualité et l'utilité des programmes et matériels de formation en micro-entrepreneuriat en éducation financière actuels et futurs.**
Développer des canaux innovants pour étendre les connaissances de base et pratiques des micro-entrepreneurs.
Adapter les méthodologies pour les micro-entrepreneurs dans le contexte rural.

Acteurs / groupes cibles

- Micro-entrepreneurs en milieu rural
- Micro-entrepreneurs en milieu urbain
- MPME appartenant à des femmes
- Remarque : les micro-entrepreneurs peuvent être vus dans une définition large (incluant les agriculteurs et les éleveurs par exemple)

Besoins / Compétences

- Micro-entrepreneuriat (comptabilité / gestion de trésorerie / financement)
- Connaissances sur l'épargne et investissements/assurance des actifs
- Connaissances et confiance dans les produits et services financiers et sensibilisation aux programmes gouvernementaux/gestion de plaintes
- Connaissances et utilisation de la microfinance (microcrédit)

Outils / Programmes	Actuellement, différents programmes sont proposés par différentes parties prenantes. Une révision de ceux-ci en tenant compte de leurs groupes cibles et de leur contexte pourrait permettre de développer une bonne pratique du contenu minimum que ces programmes devraient inclure.
Sujet transversal : genre et femmes	- Examiner le contenu et la conception des programmes existant dans une perspective sexospécifique afin de s'assurer que le matériel et les techniques d'apprentissage répondent aux besoins des hommes et des femmes. - Concevoir des programmes spécifiques pour les micro-entrepreneures femmes répondant à des défis et à des demandes spécifiques et conçues sur mesure pour leur fournir des compétences en matière de négociation et des compétences non techniques permettant de réussir dans les affaires.
Sujet transversal : numérique	Soutenir et promouvoir le développement d'outils numériques pour renforcer les attitudes, les compétences et les comportements des micro-entrepreneurs et les orienter vers les ressources disponibles pour le renforcement des capacités.
Référence document / plan existant	Palmis Mikwofinans Sosial (PMS) d'Entrepreneurs du Monde est un programme de microfinance destiné à aider les micro-entrepreneurs à développer leurs activités génératrices de revenus et à sortir leur famille de l'extrême pauvreté. PMS comprend des cours de formation pour améliorer l'impact de ses services de financement.

Les axes prioritaires

AXE PRIORITAIRE 4 : MIGRANTS ET LEURS FAMILLES

Raisonnement Les migrants et les familles dépendant des envois de fonds en Haïti représentent une proportion importante de la population haïtienne, soit 15% des adultes (âgés de 15 ans et plus), et les personnes dépendantes de ces envois de fonds sont également représentées par une proportion plus élevée de femmes (58% de femmes 42% des hommes) à des âges extrêmes (52% de moins de 2 ans et 12% de plus de 60 ans). L'éducation financière pour beaucoup de ces ménages représente une opportunité de trouver le moyen d'inciter et de permettre une planification à plus long terme et une résilience supplémentaire grâce à la constitution d'actifs et à l'insertion de ces familles dans des services financiers formels susceptibles de contribuer à la réalisation de ces objectifs.

Objectif **Soutenir les expéditeurs et les destinataires d'envois de fonds en compétences afin de comparer activement les différents services financiers, droits et responsabilités et le meilleur moyen de se plaindre et de dénoncer les abus des fournisseurs de services financiers, de planifier à long terme et de rechercher des débouchés commerciaux.**

Acteurs / groupes cibles

- Expéditeurs et destinataires des transferts de fonds (internationaux et nationaux)
- Associations de migrants
- Mutuelles, Institutions de Microfinance (MFIs) et caisses populaires

Besoins / Compétences	Comment utiliser efficacement les fonds de transfert, trouver des options de financement à des taux d'intérêt plus abordables, constituer des actifs, préparer un budget personnel et se préparer à des urgences imprévues, développer des activités productives et développer les compétences entrepreneuriales des destinataires.
Outils / Programmes	Développer des contenus spécifiques pour les destinataires des transferts de fonds, spécialement pour les femmes.
Sujet transversal : genre et femmes	Étant donné que la majorité des femmes reçoivent des envois de fonds (58% contre 42% des hommes), les programmes spécifiques de VSLS (Village Savings and Loans) et des IMF doivent être axés sur leurs besoins et sur les moyens de garantir la sécurité, d'investir dans des activités productives et de renforcer la résilience.
Sujet transversal : numérique	L'utilisation de matériel audiovisuel et de narration est fortement recommandée (le taux d'analphabétisme est plus élevé chez les femmes âgées dans les zones rurales), des vidéos et des messages SMS en guise de rappel à la sauvegarde sont des outils possibles à encourager.
Référence document / plan existant	Programme Haïti Greenback 2.0 en matière d'éducation financière.

Les axes prioritaires

AXE PRIORITAIRE 5 : GROUPES VULNERABLES EXTRÊMES

Raisonnement Les groupes vulnérables représentent une proportion élevée d'Haïtiens, en raison notamment de conditions météorologiques extrêmes et d'événements naturels. Selon le recensement de 2012, près de 40% des Haïtiens vivant en zones rurales et 20% des zones urbaines vivent sous le seuil de pauvreté. L'éducation financière de ces groupes implique des compétences supplémentaires à infuser, telles que, par exemple, les compétences générales, la confiance en soi et l'autonomie. Les méthodologies ciblant ces groupes ont déjà été construites avec succès par certains acteurs de l'éducation financière, et le PNEF devrait trouver des moyens de poursuivre le soutien et la recherche de ces méthodologies pour les rendre évolutives et durables.

Objectif **Soutenir et encourager de nouvelles méthodologies et voies pour développer les programmes existants destinés aux populations vulnérables.**

Acteurs / groupes cibles

- Individus et ménages en dessous du seuil de pauvreté
- Personnes déplacées / familles (stratégie d'adaptation aux chocs)
- Enfants, personnes du troisième âge, etc.

Besoins / Compétences

- Compétences non techniques, y compris la confiance en soi et l'autonomie
- Développement d'une activité productive
- Finances personnelles : budgétisation, épargne, emprunt responsable
- Stratégies de résilience (renforcement du réseau social)

Outils / Programmes	- Les programmes existant de « remise des diplômes » ont été évalués et permettent de responsabiliser les gens et d'offrir des compétences financières - Développement d'outils comportementaux ciblant les groupes vulnérables
Sujet transversal : genre et femmes	- Les femmes de ces groupes présentent un intérêt particulier en raison de leur importance dans la constitution de réseaux au sein des communautés, de leur résilience et de leurs capacités de transmission. Il convient donc de souligner son rôle en tant que groupes cibles potentiels au sein de cette priorité.
Sujet transversal : numérique	- Les programmes d'éducation financière bien adaptés au contexte et utilisant des outils numériques doivent être explorés et encouragés à utiliser VSLs (Village Savings and Loans) et d'autres institutions comme catalyseurs.
Référence document / plan existant	- Le programme "La voie vers une vie meilleure" de Fonkoze pour permettre aux femmes les plus pauvres d'Haïti de se sortir de l'ultra pauvreté.

AXE PRIORITAIRE 6 :

AUTONOMISATION ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Raisonnement L'autonomisation des consommateurs de services financiers est cruciale pour la mise en place d'un système financier plus compétitif, stable et résiliente. Haïti est sur la voie d'accroître son inclusion financière, notamment par le biais d'institutions financières non bancaires et des services financiers numériques. En outre, les initiatives de responsabilisation des consommateurs destinées à permettre aux utilisateurs financiers actuel et futur de tirer davantage parti du bien-être généré par les services financiers grâce à l'épargne, aux emprunts responsables et aux services financiers innovants, notamment la culture financière numérique, sont parfaitement alignés sur les autres priorités définies par la SNIF.

Objectif **Développer la sensibilisation des institutions financières en matière de gestion et d'éducation financière du personnel ; sensibilisation des clients à la protection des consommateurs, à la connaissance et à la confiance dans les produits et services financiers.**

Acteurs / groupes cibles

- Institutions financières : Banque centrale, banques commerciales, IMF, IFNB, etc.
- Gestion des institutions financières
- Personnel des l'institutions financières
- Clients des institutions financières

- | | |
|--------------------------|--|
| Besoins /
Compétences | <ul style="list-style-type: none">- Techniques d'économie et de budgétisation (planifier à l'avance)- Sensibilisation à la protection des consommateurs (prévention de la fraude / droits de recours / conditions des produits financiers)- Emprunt / crédit / crédit responsable- Produits financiers supplémentaires : argent mobile, assurance, micro-assurance, etc.- Éducation et sensibilisation aux obligations de BRH déjà lancées |
|--------------------------|--|

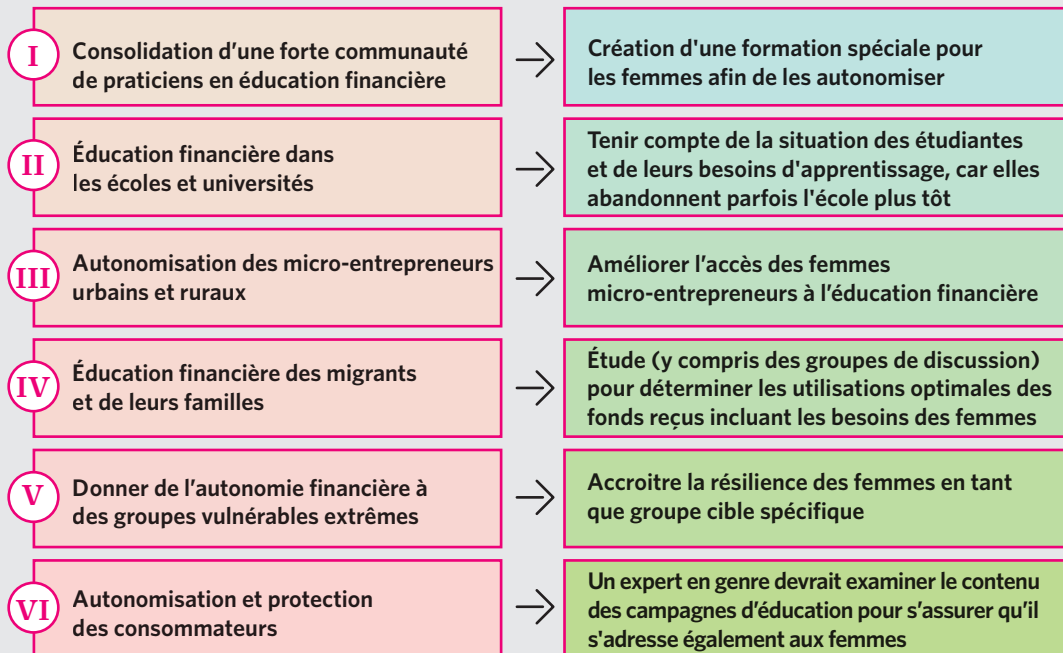
- | | |
|------------------------|---|
| Outils /
Programmes | <ul style="list-style-type: none">- Des campagnes de sensibilisation dans une approche progressive pour cibler différents groupes et en utilisant différents canaux, en particulier au moment où les personnes ont besoin de services financiers, sont idéales.- L'éducation ludo-éducative combinant des feuillets radiophoniques et des messages clés d'enseignement supérieur s'est avérée gagnant en ampleur et en impact. |
|------------------------|---|

Sujet transversal : genre et femmes	Un expert en genre devrait examiner le contenu des campagnes d'éducation pour s'assurer qu'il fait appel aux choix et aux préférences des femmes et qu'il répond à des besoins spécifiques.
--	---

Sujet transversal : numérique	Les applications numériques, y compris les jeux, les vidéos, y compris la narration, et une campagne de messages SMS devraient être promus en tant qu'outils.
----------------------------------	---

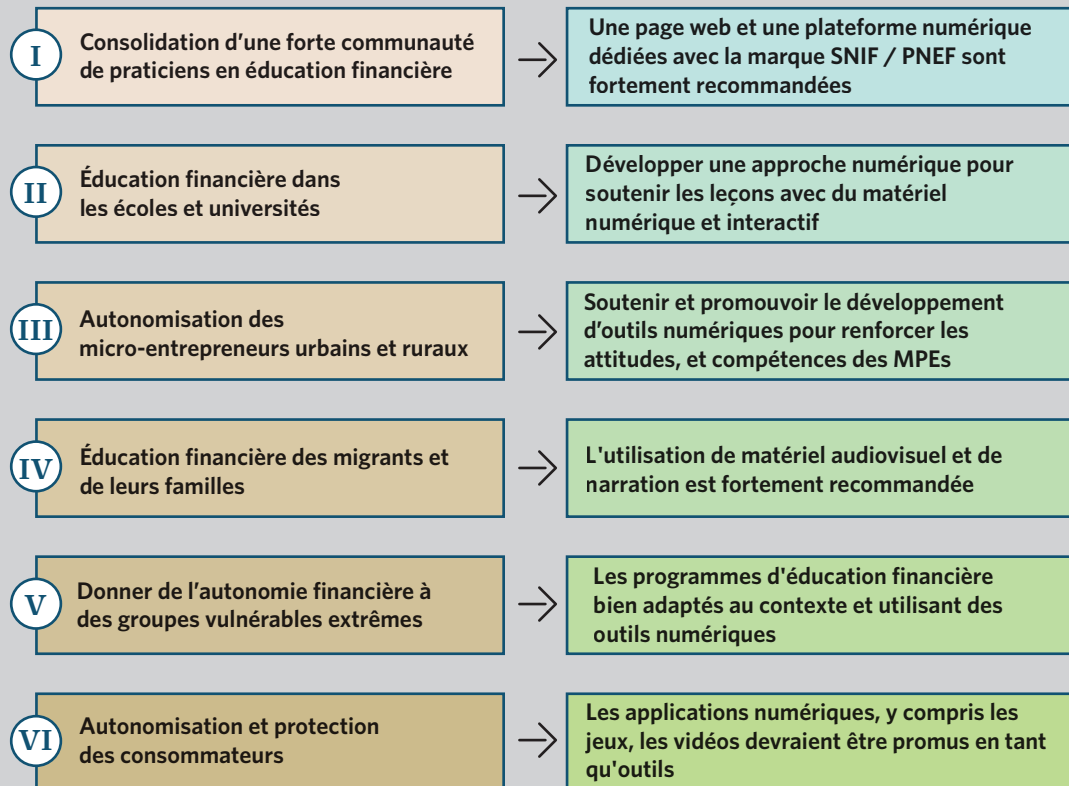


Canal transversal à adopter : a. l'autonomisation des femmes dans différents contextes



46% familles monoparentales | 77,5% dans le secteur du commerce
29,3% dans les services | 6% transport

(Source : Entrepreneurs du Monde, 2018)



Implémentation du PNEF Acteurs et programmes d'éducation financière en Haïti

Forces

- La Strategie Nationale d'Inclusion Financière soutient le Plan National d'Éducation Financière.
- Appui à la direction, à la coordination et au suivi de la BRH, du MEF et du MENFP.
- Plusieurs acteurs des secteurs public, privé et social, développent une gamme de différentes initiatives d'éducation financière.
- Bailleurs de Fonds internes et externes désireux et capables de soutenir diverses initiatives coordonnées.

Opportunités

- Expérience des membres du comité de pilotage.
- Capacité à tirer parti des expériences actuelles de littératie numérique.
- Synergies potentielles entre les initiatives d'autres politiques du SNIF, notamment avec la protection des consommateurs de produits financiers.
- Priorisation des populations cible suivant le cadre du SNIF.

Faiblesses

- Avant le PNEF
- Modèle de coordination à ses débuts.
- Absence d'une unité spécialisée en éducation financière pour guider la mise en oeuvre.
- Absence de systèmes d'évaluation et de notification.
- Actions d'éducation financière dispersées avec un financement dispersé.
- Besoin d'une meilleure coordination des bailleurs de fonds actuels et potentiels

Menaces

- L'instabilité sociale peut retarder la mise en oeuvre et les ressources.
- Manque de sensibilisation du grand public aux questions d'éducation financière.
- Manque de prise de conscience / d'appui des avantages potentiels d'éducation financière par certains des acteurs privés.
- Difficultés à atteindre certaines populations cibles à grande échelle et de manière durable.

**AUTORITE DE HAUT NIVEAU
LEADERSHIP ET COORDINATION PNEF**

Diriger le parcours du PNEF, y compris la planification, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation du PNEF selon une approche coordonnée.

Réviser en temps utile les décisions stratégiques soumises par le Comité de Pilotage, liées en particulier au pilier Éducation Financière du SNIF.

BRH, MENFP, MEF

SECRETARIAT PNEF

Suivre les résolutions, être un intermédiaire entre le comité de haut niveau et le Comité de Pilotage, diriger le S&E du PNEF.

BRH

COMITE DE PILOTAGE PNEF

Soutenir la direction et la coordination du PNEF en partageant une expertise technique dans diverses perspectives d'éducation financière.

MEMBRES DU COMITE DE PILOTAGE

**GROUPES DE TRAVAIL SUR
L'IMPLÉMENTATION**

**EXPERTS IDENTIFIÉS À L'INTERIEUR
DU COMITE DE PILOTAGE**

Responsabilités

Soutenir la démarche technique pour la conception, l'élaboration et la mise en œuvre du PNEF



Acteurs

- Association pour la Coopération avec la Micro-Entreprise (ACME)
- Alternative Insurance Company (AIC)
- Association Nationale des Institutions de Micro-Finance d'Haïti (ANIMH)
- Association Professionnelle des Banques (APB)
- Banque de la République d'Haïti (BRH)
- CARE Haïti
- Fédération des caisses populaire Le Levier
- Finance pour Tous / WOCCU
- Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)
- Konsèy Nasyonal Finansman Popilè (KNFP)
- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)
- Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)
- Ministre du Commerce et de l'Industrie (MCI)
- Université Quisqueya (UNIQ)

GRUPE DE TRAVAIL PNEF	PRIORITÉS	DIRIGÉ PAR *
Groupe de travail #1	Communauté de praticiens de l'éducation financière	BRH
	Description <i>Objectif : obtenir l'adhésion et renforcer la propriété des différents praticiens de l'éducation financière au cœur de la mise en œuvre du PNEF.</i>	
Groupe de travail #2	L'éducation financière à l'école et à l'université	MENFP Support : BRH, Ministère de la Jeunesse et des Sports
	Description <i>Objectif : 1) développer les compétences des enfants aux différents stades de la croissance cognitive et fournir des conseils pratiques aux générations d'élèves sur le point de commencer ou de commencer leur cycle de vie productif, 2) un programme de formation de formateurs pour les enseignants.</i>	
Groupe de travail #3	Autonomisation des micro-entrepreneurs	MCI/ Direction de l'Entrepreneur et du Développement Industriel (DEDI), DGI
	Description <i>Objectif : Renforcer les compétences financières de base des micro-entrepreneurs pour permettre des activités durables et productives qui pourraient éventuellement être pleinement intégrées au système financier formel.</i>	

Le tableau de mise en œuvre du PNEF

GROUPE DE TRAVAIL PNEF	PRIORITÉS	DIRIGÉ PAR *
Groupe de travail #4	Migration et envois de fonds	BRH Support : Association des maisons de transfert
	Description <i>Objectif : Encourager et permettre une planification à long terme et une résilience supplémentaire grâce à la constitution d'actifs pour les expéditeurs et les destinataires d'envois de fonds.</i>	
Groupe de travail #5	Groupes Vulnérables Extrêmes	Fonkoze Support : ANACAPH et AHFI (Alliance Haïtienne pour l'Inclusion Financière)
	Description <i>Objectif : Insuffler aux compétences de base le comportement financier, comme par exemple les compétences générales, la confiance en soi et l'autonomie, ainsi que les compétences et attitudes de base en finances personnelles.</i>	

GROUPE DE TRAVAIL PNEF	PRIORITÉS	DIRIGÉ PAR *
Groupe de travail #6	Autonomisation et protection des consommateurs	BRH, APB et MCI/ Direction du Contrôle de la Qualité et de la Protection du Consommateur (DCQPC)
	Description <i>Objectif : Développer la sensibilisation des institutions financières en matière de gestion et d'éducation financière du personnel ; sensibilisation des clients à la protection des consommateurs, à la connaissance et à la confiance dans les produits et services financiers.</i>	
Support du Groupe de travail PNEF	Sujets transversaux : genre	Choisir un responsable dans chaque groupe de travail
	Description <i>Objectif : Donner plus d'occasions aux filles, aux jeunes femmes et aux femmes de renforcer leurs capacités et de les responsabiliser à travers un changement d'attitude, de connaissances et de compétences.</i>	
	Sujets transversaux : canal numérique	Choisir un responsable dans chaque groupe de travail
	Description <i>Objectif: Construire une identité numériques et renforcer la sensibilisation et l'alphabétisation au numérique en Haïti.</i>	

Autorités Administratives : BRH, MEF, MENFP

Associations / Fédérations

- Association Nationale des Institutions de Micro Finance d'Haïti (ANIMH)
- Association pour la Coopération avec la Micro Entreprise (ACME)
- Association Professionnelle des Banques (APB)
- Fédération Le Levier
- Konsèy Nasyonal Finansman Popilè (KNFP)

Fondations et ONGs

- CARE Haïti
- Entrepreneurs du Monde
- Finance pour Tous
- Fondation Fonkoze
- Oxfam Haiti

Fournisseurs de services financiers

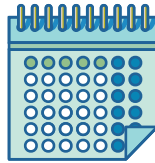
- ACME
- AIC
- Digicel ("Mon Cash")
- FINCA Haiti
- Natcom (LajanCash)

Fournisseurs d'éducation formelle

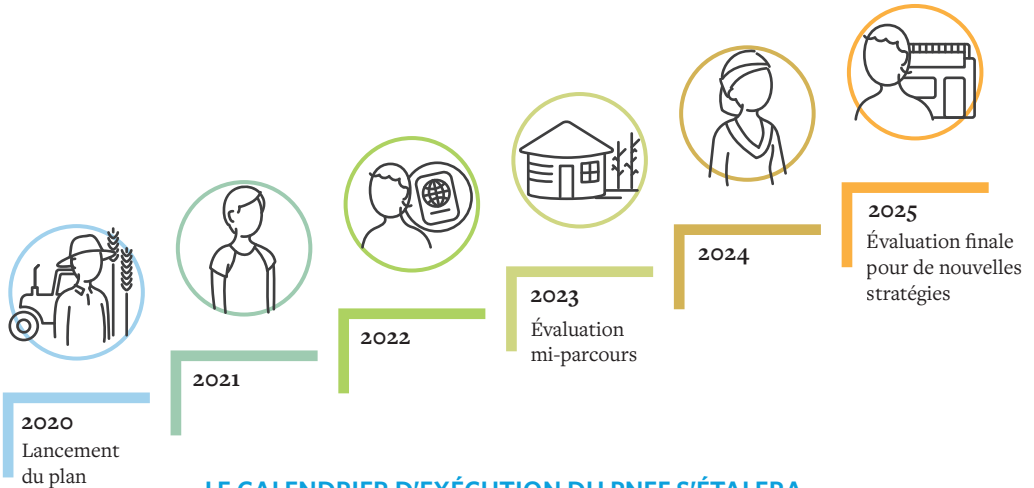
- Écoles publiques
- Écoles privées
- Associations d'enseignants
- Associations de parents
- Les universités
- Écoles Professionnelles

Institutions de développement et donateurs : AFD, AFI, Banque Mondiale, OECD/INFE, BID, IDRC, USAID, donateurs nationaux.

Durée du Plan National d'Éducation Financière



Le PNEF d'Haïti suivra le calendrier de la SNIF afin de garantir des synergies spécifiques dans les phases de formulation de mise en œuvre et d'évaluation



LE CALENDRIER D'EXÉCUTION DU PNEF S'ÉTALERA SUR LA PERIODE DE 2020 À 2025

Une évaluation mi-parcours se tiendra en 2023, période à laquelle une consultation des acteurs sera réalisée pour apprécier l'impact des actions menées et, au besoin, d'ajuster les interventions.



Quelle définition pour Haïti?



S'approprier d'un socle de connaissances, de compétences et de savoir faire financiers



Afficher un comportement et des attitudes financiers plus responsables



Lutter contre l'exclusion financière et contribuer à la croissance économique

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)

Port-au-Prince, Haïti
Tel : +509 4894-2908
Tel : +509 2811-9035
<http://menfp.gouv.ht/>

Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

Port-au-Prince, Haïti
Tel : +509 2992-1067
Tel : +509 2558-6665
<http://www.mef.gouv.ht/>

Banque de la République d'Haïti (BRH)

Port-au-Prince, Haïti
Tel : +509 2299-1063
www.brh.ht

Alliance for Financial Inclusion (AFI)

Kuala Lumpur, Malaysia
Tel: +60 3 2776 9000
www.afi-global.org